



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE  
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE DE  
POLITIQUE MONETAIRE  
DU QUATRIEME  
TRIMESTRE 2019**

**Avril 2020**

## TABLE DES MATIERES

<b>LISTE DES ACRONYMES .....</b>	<b>2</b>
<b>RESUME ANALYTIQUE.....</b>	<b>3</b>
<b>1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....</b>	<b>5</b>
1.1. Croissance du PIB mondial .....	5
1.2. Commerce mondial .....	7
1.3. Prix des matières premières et inflation .....	7
1.4. Politique monétaire dans les pays développés .....	9
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA .....	9
<b>2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....</b>	<b>12</b>
2.1. Production et prix.....	12
2.2. Secteur extérieur .....	14
2.2.1. Balance des paiements.....	14
2.2.2. Commerce extérieur.....	15
2.3. Finances et dette publiques .....	18
2.4. Secteur monétaire .....	19
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts.....	19
2.4.2. Base monétaire.....	22
2.4.3. Masse monétaire et contreparties .....	24
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire .....	25
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière .....	26
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire .....	26
2.5.1.1. Principales ressources.....	26
2.5.1.2. Principaux emplois.....	27
2.5.2. Qualité du portefeuille crédit .....	27
2.5.3. Adéquation des fonds propres .....	29
2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire.....	29
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>30</b>

## **LISTE DES ACRONYMES**

<b>AFSS</b>	: Afrique Sub-saharienne
<b>AEN</b>	: Avoirs Extérieurs Nets
<b>AIN</b>	: Avoirs Intérieurs Nets
<b>BCE</b>	: Banque Centrale Européenne
<b>BIF</b>	: Franc Burundi
<b>BRB</b>	: Banque de la République du Burundi
<b>CEA</b>	: Communauté Est Africaine
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>IPC</b>	: Indice des Prix à la Consommation
<b>ISTEEBU</b>	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
<b>KES</b>	: Shilling Kenyan
<b>MACMOD-BI</b>	: Modèle Macroéconomique pour le Burundi
<b>M2, M3</b>	: Masse Monétaire au sens large
<b>MBIF</b>	: Millions de Francs Burundi
<b>Mds</b>	: Milliards
<b>MFBCDE</b>	: Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique
<b>MUSD</b>	: Millions de dollars américains
<b>OCDE</b>	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>REGIDESO</b>	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d'Electricité
<b>RWF</b>	: Franc Rwandais
<b>TZS</b>	: Shilling Tanzanien
<b>UGX</b>	: Shilling Ougandais
<b>USD</b>	: Dollar Américain

## RESUME ANALYTIQUE

Au quatrième trimestre 2019, l'activité économique a ralenti dans l'ensemble des pays de l'OCDE aussi bien en glissement trimestriel qu'en glissement annuel. Ce ralentissement est lié à l'incertitude des politiques commerciales, aux tensions géopolitiques et aux difficultés spécifiques des principaux pays émergents et en développement. Ces tensions commerciales ont entraîné le ralentissement du commerce mondial. Les prix des matières premières ont globalement progressé, par conséquent l'inflation a augmenté.

Selon les prévisions du FMI d'avril 2020, une récession économique mondiale est attendue suite aux perturbations généralisées de la pandémie du COVID-19 sur l'activité économique qui ont provoqué la baisse de la demande des biens et services et la chute des cours des produits de base. La croissance mondiale devrait s'effondrer, passant de 2,9% en 2019 à une contraction de 3,0% en 2020.

D'après les mêmes projections du FMI, l'activité économique en Afrique sub-saharienne devrait se contracter en 2020 suite aux conséquences du COVID-19 sur l'activité économique, notamment la chute des cours des produits de base. D'autres facteurs spécifiques aux pays tels que les contraintes structurelles permanentes en Afrique du Sud, les chocs climatiques et autres chocs naturels expliquent ces mauvaises performances en Afrique sub-Saharienne.

La croissance économique de la CEA a décéléré en 2019 (5,9% contre 6,6% en 2018) mais elle est restée robuste par rapport à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (3,1%), grâce principalement aux investissements publics et privés et à des politiques monétaires accommodantes visant à favoriser le crédit au secteur privé. Les prévisions du FMI montrent une décélération de l'activité économique (2,0%) dans les pays de la CEA en 2020, suite principalement aux effets néfastes du COVID-19 sur les économies de la région.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, la production du thé sec ainsi que celle du café ont diminué au quatrième trimestre par rapport à la même période de l'année précédente. Après une longue période de déflation, l'inflation a augmenté au quatrième trimestre 2019, suite à la hausse des prix des produits alimentaires.

La balance des paiements du quatrième trimestre 2019 s'est soldée par une hausse du besoin de financement (compte courant et compte de capital), résultant de l'aggravation du déficit du compte courant. Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire (dons inclus) s'est allégé, en liaison avec l'augmentation plus importante des recettes que celle des dépenses. Ce déficit a été principalement financé par un endettement intérieur net.

La base monétaire et la masse monétaire se sont accrues aussi bien en glissement annuel que trimestriel, en liaison avec l'augmentation des avoirs intérieurs et extérieurs nets. Les réserves officielles ont augmenté et couvraient 1,5 mois d'importations de biens et services contre 1,0 mois à la même période de 2018.

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et rentable, et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Tous les principaux indicateurs de solidité financière se sont améliorés.

## 1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

### 1.1. Croissance du PIB mondial

Par rapport au trimestre précédent, l'activité économique a ralenti au quatrième trimestre 2019 dans l'ensemble des pays de l'OCDE aussi bien en glissement trimestriel (0,2 contre 0,4%) qu'en glissement annuel (1,6 contre 1,7%). Ce ralentissement est lié à l'incertitude des politiques commerciales, aux tensions géopolitiques et aux difficultés spécifiques des principaux pays émergents et en développement.

**Tableau 1: Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)**

	Glissement trimestriel			Glissement annuel		
	T4-2018	T3-2019	T4-2019	T4-2018	T3-2019	T4-2019
États-Unis	0,3	0,5	0,5	2,5	2,1	2,3
Japon	0,5	0,0	-1,8	-0,2	1,8	-0,7
Royaume uni	0,2	0,5	0,0	1,4	1,2	1,1
Zone euro	0,3	0,3	0,1	1,2	1,3	1,0
<b>OCDE - Total</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>
Chine	1,5	1,4	1,5	6,5	6,0	6,0
Inde	1,3	1,1	1,1	5,7	5,0	4,8

*Source : OCDE, principaux indicateurs économiques, Février 2020*

Parmi les pays avancés, les Etats-Unis ont enregistré la croissance du PIB la plus robuste en glissement annuel (+2,3%) alors que le Japon a enregistré une récession (-0,7%). Dans les pays émergents, la croissance de la Chine reste solide (+6,0%) bien qu'elle ait décéléré.

Dans la Zone euro, la croissance a décéléré en glissement trimestriel (0,1 contre 0,3%) et en glissement annuel (1,0 contre 1,3%). Au Royaume-Uni, la croissance a décéléré d'un trimestre à l'autre (0,0 contre 0,5%) et en glissement annuel (1,1 contre 1,2%).

Dans les pays émergents, la croissance économique s'est accélérée d'un trimestre à l'autre en Chine (1,5 contre 1,4%) et s'est stabilisée en Inde (1,1%). En glissement annuel, elle s'est stabilisée à 6,0% en Chine et a décéléré en Inde (4,8 contre 5,0%).

Selon les prévisions du FMI<sup>1</sup>, une récession économique mondiale est attendue suite aux perturbations généralisées de la pandémie du COVID-19 sur l'activité économique qui ont provoqué la baisse de la demande des biens et services et la chute des cours des produits de base. La croissance mondiale devrait s'effondrer, passant de 2,9% en 2019 à une contraction de 3,0% en 2020.

**Tableau 2: Croissance économique mondiale (en %)**

	2018	2019	2020(p)
<b>PIB mondial</b>	<b>3,6</b>	<b>2,9</b>	<b>-3,0</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>2,2</b>	<b>1,7</b>	<b>-6,1</b>
Etats-Unis	2,9	2,3	-5,9
Zone euro	1,9	1,2	-7,5
Japon	0,3	0,7	-5,2
Royaume-Uni	1,3	1,4	-6,5
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,5</b>	<b>3,7</b>	<b>-1,0</b>
Chine	6,7	6,1	1,2
Inde	6,1	4,2	1,9
Afrique subsaharienne	3,3	3,1	-1,6
<i>Nigeria</i>	1,9	2,2	-3,4
<i>Afrique du Sud</i>	0,8	0,2	-5,8
<b>(p): projections</b>			

*Source: FMI, Perspectives économiques mondiales, Avril 2020*

Dans les pays avancés, la croissance économique devrait se replier de 6,1%. Aux Etats-Unis, il est attendu une décroissance de 5,9% en 2020 contre une croissance de 2,3% enregistrée en 2019. Dans la Zone euro, l'économie va se contracter de 7,5% en 2020 contre 1,2% en 2019.

Pour les pays émergents et en développement, le PIB se contracterait de 1,0% en 2020 contre une croissance de 3,7% en 2019. La croissance de la Chine, principal moteur de croissance du groupe, devrait considérablement décélérer (1,2 contre 6,1% en 2019).

En Afrique subsaharienne, l'activité économique pourrait se contracter (-1,6% en 2020 contre +3,1% en 2019), suite à la chute des cours des produits de base. En effet, les cours du pétrole ont plongé de 50% ce qui va significativement affecter les grands pays exportateurs du pétrole. Il est anticipé une contraction de 3,4% pour le Nigeria au moment où l'Afrique du Sud principal exportateur des produits de base, l'activité fléchirait de 5,8% en 2020.

<sup>1</sup> FMI, Perspectives économiques mondiales, Avril 2020

## 1.2. Commerce mondial

En 2019, le commerce mondial a ralenti (1,0 contre 3,7% en 2018), suite principalement aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. En 2020, le commerce mondial pourrait se replier de 11,0%, suite aux perturbations du COVID-19 sur l'activité économique.

**Tableau 3 : Croissance du commerce mondial (en %)**

	2018	2019	2020(p)
<b>Commerce mondial (biens et services)</b>	<b>3,6</b>	<b>0,9</b>	<b>-11,0</b>
<b>Importations</b>			
<i>Pays avancés</i>	3,0	1,5	-11,5
<i>Pays émergents et en développement</i>	5,1	1,5	-8,2
<b>Exportations</b>			
<i>Pays avancés</i>	3,1	1,2	-12,8
<i>Pays émergents et en développement</i>	3,9	0,8	-9,6

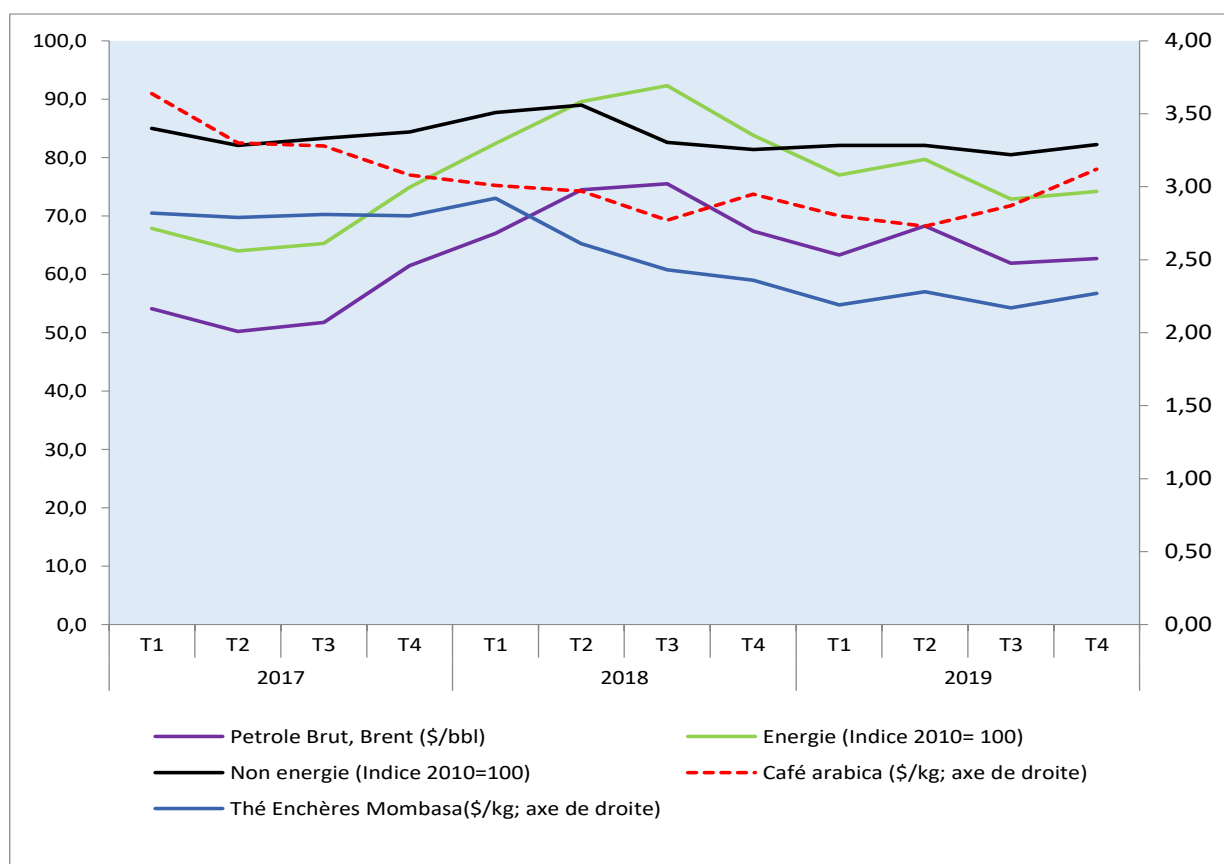
*Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Avril 2020*

## 1.3. Prix des matières premières et inflation

Au cours du quatrième trimestre 2019, les prix des matières premières ont globalement augmenté. En effet, le cours du pétrole brut (Brent) s'est établi à 62,70 contre 61,90 \$/baril. Le cours du café arabica a augmenté, passant de 2,87 à 3,12 \$/kg. Le prix du thé aux enchères de Mombassa s'est établi à 2,27 contre 2,17\$/kg le trimestre précédent. L'indice de l'énergie et celui des produits non énergétiques ont augmenté d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 74,20 contre 72,90 et à 82,10 contre 80,50, respectivement.



## Graphique 1: Prix des matières premières



Source : Banque Mondiale, prix des matières premières, janvier 2020

D'un trimestre à l'autre, l'inflation a globalement augmenté dans les principaux pays avancés et émergents, en raison principalement de la hausse des prix du pétrole et d'autres produits énergétiques.

Tableau 4: Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)

En glissement annuel			
	T4-2018	T3-2019	T4-2019
États-Unis	2,20	1,76	2,03
Japon	0,86	0,33	0,49
Royaume-Uni	2,10	1,80	1,40
Zone euro	1,91	0,95	1,00
<b>OCDE - Total</b>	<b>2,76</b>	<b>1,88</b>	<b>1,85</b>
Chine	2,20	2,87	4,27
Inde	5,11	6,42	8,62

Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques, Février 2020

Par rapport au trimestre précédent, l'inflation a augmenté dans la Zone euro (1,00 contre 0,95%), au Japon (0,49 contre 0,33%), aux Etats-Unis (2,03 contre 1,76%), en Chine (4,27 contre 2,87%) et en Inde (8,62 contre 6,42%).

Par rapport au même trimestre de 2018, l'inflation a baissé dans les pays de l'OCDE (1,85 contre 2,76%) pendant qu'elle a augmenté dans les principaux pays émergents comme la Chine (4,27 contre 2,20%) et l'Inde (8,62 contre 5,11%).

#### **1.4. Politique monétaire dans les pays développés**

Au cours du quatrième trimestre 2019, les banques centrales de la plupart des pays avancés ont maintenu et renforcé leurs politiques monétaires accommodantes dans une perspective de soutien à la croissance économique et de stimulation de l'emploi, l'inflation convergeant durablement vers la cible.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a décidé de baisser davantage la fourchette cible du taux des fonds fédéraux entre 1,50 à 1,75% contre 1,75 à 2,0% qui prévalait au trimestre précédent en vue de favoriser une expansion durable de l'activité économique, de bonnes conditions du marché du travail et une inflation proche de l'objectif symétrique de 2%.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu inchangés les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal, soit respectivement 0,00%, 0,25% et -0,50%. Elle a poursuivi le rachat des actifs et le réinvestissement des remboursements pour maintenir des conditions de liquidité favorables aux banques.

La Banque du Japon continue d'appliquer un taux d'intérêt négatif sur les facilités de dépôts (-0,1%) et poursuit son programme de rachats des obligations du Trésor aussi longtemps que nécessaire pour atteindre et maintenir le niveau cible d'inflation de 2% de manière stable.

#### **1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA<sup>2</sup>**

Selon les perspectives économiques régionales du FMI d'avril 2020, la croissance économique de la CEA a décéléré en 2019 (5,9% contre 6,6% en 2018) mais elle est restée robuste par rapport à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (3,1%), grâce principalement aux investissements publics

---

<sup>2</sup> Les données du Sud Soudan ne sont pas disponibles.

et privés et à des politiques monétaires accommodantes visant à favoriser le crédit au secteur privé.

Selon les mêmes prévisions du FMI d'avril 2020, il est attendu une décélération de l'activité économique dans les pays de la CEA (2,0%) suite principalement aux effets néfastes du COVID-19 sur les économies de la région.

**Tableau 5: Croissance du PIB dans les pays de la CEA<sup>3</sup> (en %)**

	2017	2018	2019 (p)	2020(p)
Burundi	3,8	4,2	4,1	4,3
Kenya	4,9	6,3	5,6	1,0
Ouganda	5,0	6,3	4,9	3,5
Rwanda	6,1	8,6	10,1	3,5
Tanzanie	6,8	7,0	6,3	2,0
CAE	5,6	6,6	5,9	2,0
AfSS	3,0	3,3	3,1	-1,6

*Source : FMI, Perspectives économiques régionales : AFSS, avril 2020*

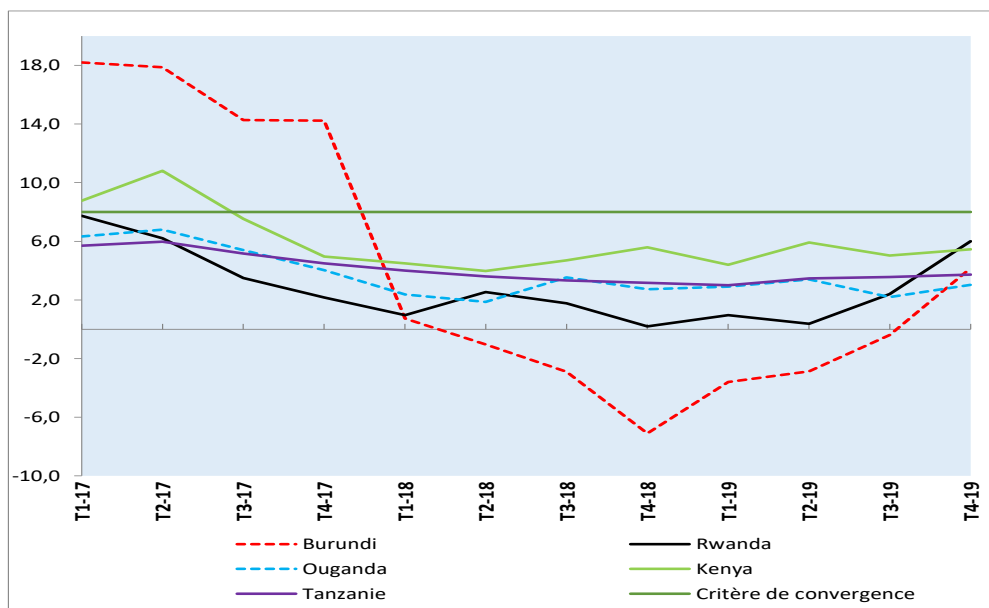
*\* Pour le Burundi, les données sont tirées du cadrage macroéconomique d'avril 2020*

Au quatrième trimestre 2019, les taux d'inflation de tous les pays de la CEA ont augmenté mais sont restés inférieurs au critère de convergence de 8,0%, suite principalement à la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques. L'inflation est passée de 5,0 à 5,5% au Kenya, de 2,2 à 3,0% en Ouganda, de 3,6 à 3,7% en Tanzanie et de 2,4 à 6,0% au Rwanda. Après une longue période de déflation, l'inflation a augmenté au Burundi, s'établissant à 4,4 contre -0,4% au trimestre précédent.

---

<sup>3</sup> Pour le Burundi, les perspectives régionales du FMI tenant compte du COVID-19 prévoient un taux de croissance de -5,5%.

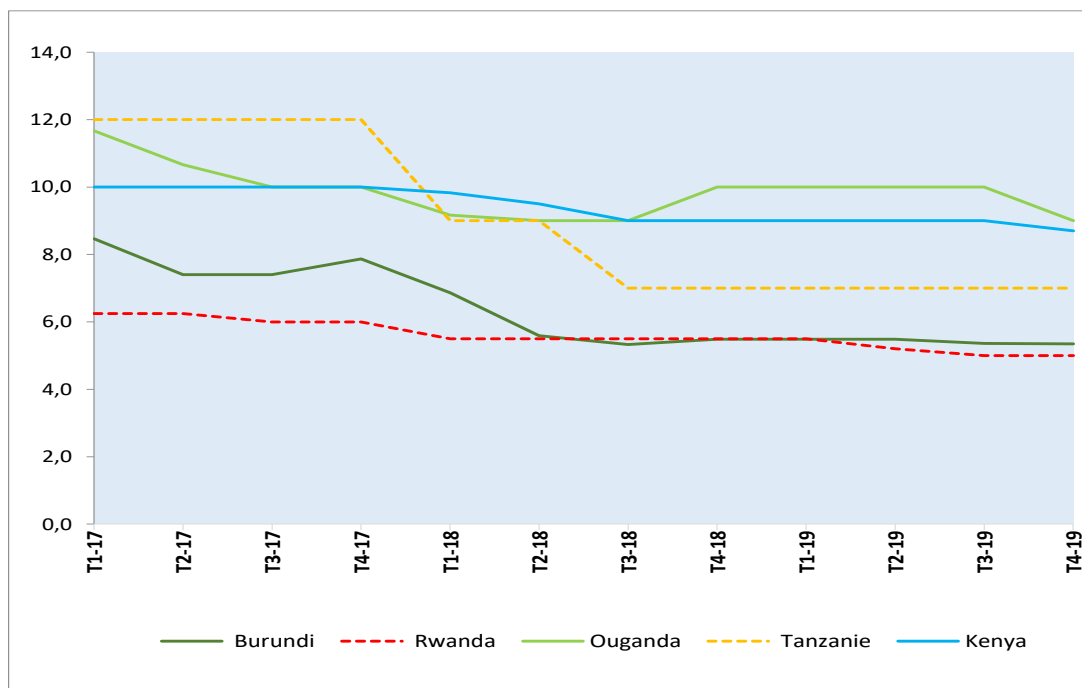
**Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)**



*Source : Sites web des banques centrales des pays de la CEA*

Au cours du quatrième trimestre 2019, les banques centrales des pays de la CEA ont poursuivi une politique monétaire accommodante en vue de de stimuler le crédit au secteur privé.

**Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales**



*Source : Sites web des banques centrales des pays de la CEA*

En effet, les taux directeurs des banques centrales du Rwanda (5,5%) et de la Tanzanie (9,0%) sont restés inchangés pendant qu'ils ont baissé au Kenya (8,5 contre 9,0%) et en Ouganda (9,0 contre 10,0%). Au Burundi, le taux moyen de la facilité de prêt marginal s'est stabilisé à 5,4% comme au trimestre précédent.

En glissement annuel, les monnaies des pays de la CEA ont fluctué dans la marge de plus ou moins 5% convenue dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change.

**Tableau 6 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies des pays de la CEA**

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
déc-18	2 292,60	879,10	3 713,35	101,85	1 808,30
sept-19	2 289,40	909,80	3 684,20	103,90	1 863,43
déc-19	2 287,90	922,52	3 665,20	101,50	1 881,60
Variation déc-19/déc-18 (%)	-0,2	4,9	-1,3	-0,3	4,1
Variation Déc-19/Sept-19 (%)	-0,07	1,40	-0,52	-2,31	0,98

*Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA*

## 2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

### 2.1. Production et prix

Au quatrième trimestre 2019, la production du thé sec a diminué de 6,8% par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 2.274,0 contre 2.439,1 tonnes, suite à la mauvaise pluviosité. De même, la production du café vert a diminué de 65,6%, s'établissant à 2.386 contre 6.939 tonnes à la même période de 2018, en liaison avec la cyclicité du caféier.

L'indice moyen de la production industrielle s'est accru de 2,8% par rapport au quatrième trimestre de 2018, suite essentiellement à l'augmentation de la production dans les industries alimentaires notamment la production de boissons de la BRARUDI (+5,7%) et de cigarettes (+27,2%). Par rapport au trimestre précédent, il a chuté de 20,7%, passant de 182,5 à 144,7, en rapport principalement avec la baisse des boissons de la BRARUDI (-16,6%) et de sucre (-43,2%).

La production d'électricité de la REGIDESO s'est accrue de 7,4% en glissement annuel, passant de 58.569 à 62.891 Mégawatts, en liaison avec l'augmentation de la production d'électricité des

centrales hydroélectriques (+22,0%), suite à la bonne pluviométrie. Par contre, elle a fléchi de 3,8% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au port de Bujumbura a augmenté de 4,1% par rapport au même trimestre de 2018 et de 5,3% par rapport au trimestre précédent, en liaison avec l'augmentation des importations de sucre, de ciment et de clinker.

L'activité a baissé à l'aéroport international Melchior NDADAYE de Bujumbura au quatrième trimestre 2019. Le nombre de passagers a régressé de 16,2% en glissement annuel et 11,1% d'un trimestre à l'autre. De même, le trafic des aéronefs a chuté de 31,9% en glissement annuel et de 14,7% en glissement trimestriel.

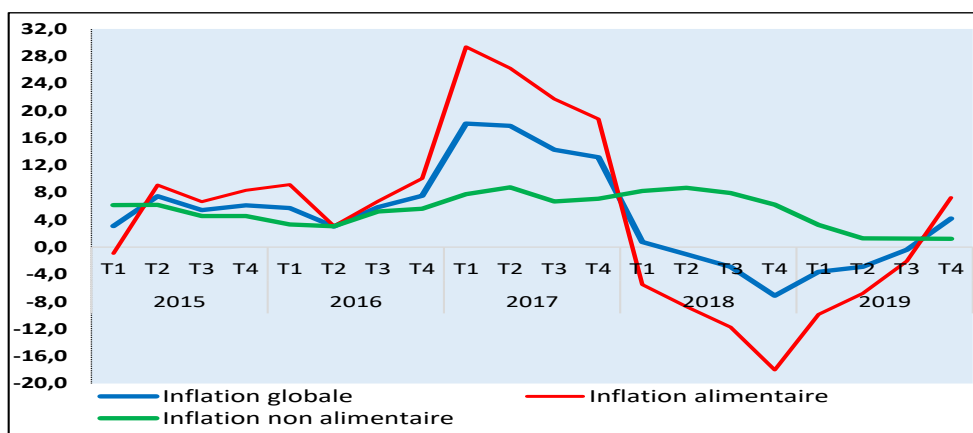
**Tableau 7 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)**

	2017	2018	2019 (e)	2020 (p)
<b>1. Croissance du PIB réel</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>4,1</b>	<b>4,3</b>
Secteur primaire	0,2	5,2	3,8	4,3
Secteur secondaire	7,6	-0,3	-0,6	3,3
Secteur tertiaire	4,0	6,4	5,8	4,7
<b>2. Inflation</b>	<b>16,1</b>	<b>-2,6</b>	<b>-0,7</b>	<b>3,5</b>

Source : MFBCDE

Le taux d'inflation a augmenté au quatrième trimestre 2019, s'établissant à 4,2% contre une déflation de 7,1% enregistrée au même trimestre de l'année précédente. Cette augmentation est expliquée par la hausse des prix des produits alimentaires (7,3 contre -18,8%).

**Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)**



Source : Calculs de la BRB à partir des données de l'ISTEEBU

Par rapport au trimestre précédent, l'inflation a également augmenté (4,2 contre -0,4%), principalement tirée par l'inflation alimentaire (7,3 contre -2,1%), l'inflation non alimentaire ayant légèrement baissé (1,2 contre 1,3%).

## 2.2. Secteur extérieur

### 2.2.1. Balance des paiements

La balance des paiements du quatrième trimestre 2019 s'est soldée par un besoin de financement du compte courant et de capital de 103.203,8 MBIF, en augmentation de 24.103,4 MBIF par rapport à celui du même trimestre de 2018. Cette augmentation est liée à la hausse du déficit du compte courant (-171.650,9 contre -129.566,5 MBIF), le compte de capital ayant enregistré un excédent nettement supérieur à celui du quatrième trimestre de l'année précédente (68.447,0 contre 50.466,0 MBIF).

**Tableau 8: Balance des paiements (en MBIF)**

	<b>T4-2018</b>	<b>T4-2019</b>
<b>COMPTE COURANT</b>	<b>-129 566,5</b>	<b>-171 650,9</b>
Crédit	296 154,5	338 353,7
Débit	425 721,0	510 004,6
<b>Biens</b>	<b>-222 340,4</b>	<b>-305 805,2</b>
Exportations FOB	84 238,5	66 700,4
Importations FOB	306 578,9	372 505,6
<b>Services</b>	<b>-68 436,2</b>	<b>-67 255,8</b>
Crédit	36 575,3	55 876,6
Débit	105 011,5	123 132,4
<b>Revenus primaires</b>	<b>4 974,2</b>	<b>10 481,1</b>
Crédit	7 945,8	14 448,7
Débit	2 971,6	3 967,6
<b>Revenus secondaires</b>	<b>156 236,0</b>	<b>190 929,0</b>
Crédit	167 395,0	201 328,0
Débit	11 159,0	10 399,1
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>50 466,0</b>	<b>68 447,0</b>
Crédit	50 602,5	70 554,4
Débit	136,5	2 107,4
<b>Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital</b>	<b>-79 100,5</b>	<b>-103 203,8</b>
<b>COMPTE FINANCIER</b>		
<b>Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier</b>	<b>-60 633,9</b>	<b>-57 709,7</b>
<b>Investissements directs</b>	<b>0,0</b>	<b>-1 401,2</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	1 401,2
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
<b>Dérivés financiers et option sur titres</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
<b>Autres investissements</b>	<b>-82 248,7</b>	<b>-147 525,1</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	24 453,8	22 213,3
Accroissement net de passifs	106 702,5	169 738,4
-dont Allocations DTS	0,0	0,0
<b>Avoirs de réserves</b>	<b>21 614,8</b>	<b>91 216,6</b>
<b>ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>18 466,6</b>	<b>45 494,2</b>

Source : BRB

Le solde déficitaire des biens s'est davantage détérioré (-305.805,2 contre -222.340,4 MBIF), résultant, à la fois d'une hausse importante des importations FOB (+65.926,7 MBIF) et d'une diminution des exportations FOB (-17.538,1 MBIF). Le solde déficitaire des services s'est établi à -67.255,8 contre -68.436,2 MBIF à la même période de l'année précédente, principalement expliqué par le déficit des services de transport (-84.833,3 contre -71.187,2 MBIF).

En revanche, l'excédent des revenus secondaires s'est accru (190.929,0 contre 156.236,0 MBIF), tiré par la hausse des transferts, à la fois, privés (+23.637,0 MBIF) et publics (+11.056,0 MBIF). Concernant les transferts du secteur privé, la hausse est imputable aux transferts personnels (44.749,0 contre 11.302,1 MBIF), les autres revenus secondaires ayant diminué (114.404,3 contre 124.214,2 MBIF). De même, les revenus primaires, bien qu'ils demeurent faibles, ont augmenté (10.481,1 contre 4.974,2 MBIF), principalement les rémunérations des salariés.

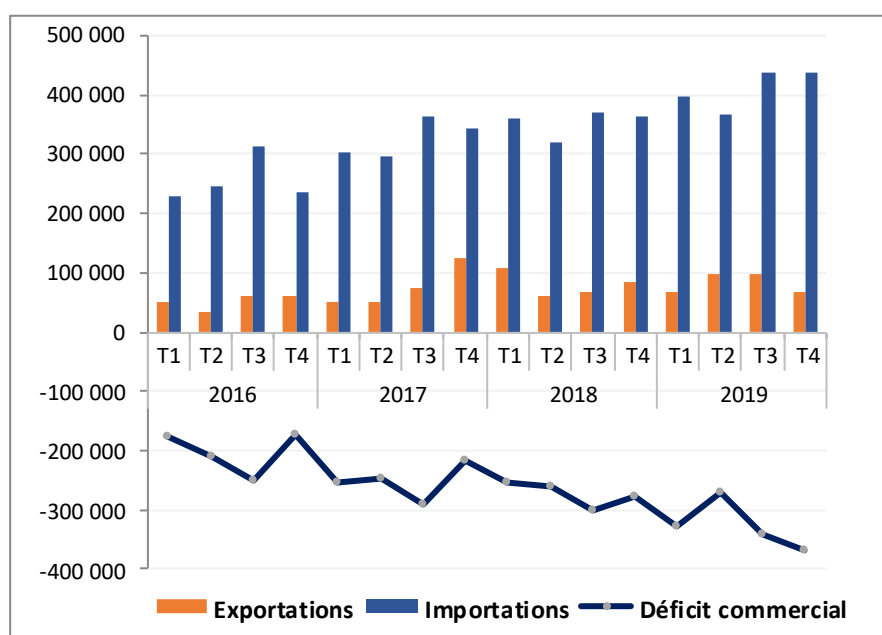
Le compte financier a enregistré un besoin de financement légèrement moins important que celui du même trimestre de l'année précédente (57.709,7 contre 60.633,9 MBIF). Le solde des autres investissements s'est détérioré (-147.525,1 contre -82.248,7 MBIF), dû notamment à l'accroissement des engagements au titre de prêts à long terme de la Banque Centrale (77.295,1 contre 266,5 MBIF).

### **2.2.2. Commerce extérieur**

Au quatrième trimestre 2019, le déficit de la balance commerciale des biens s'est aggravé par rapport au même trimestre de 2018 (-369.505,4 contre -277.873,3 MBIF), suite à un accroissement des importations (+74.094,0 MBIF) combiné à une baisse des exportations (-17.5381 MBIF). Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 15,3 contre 23,3%.



**Graphique 5 : Balance commerciale (en MBIF)**



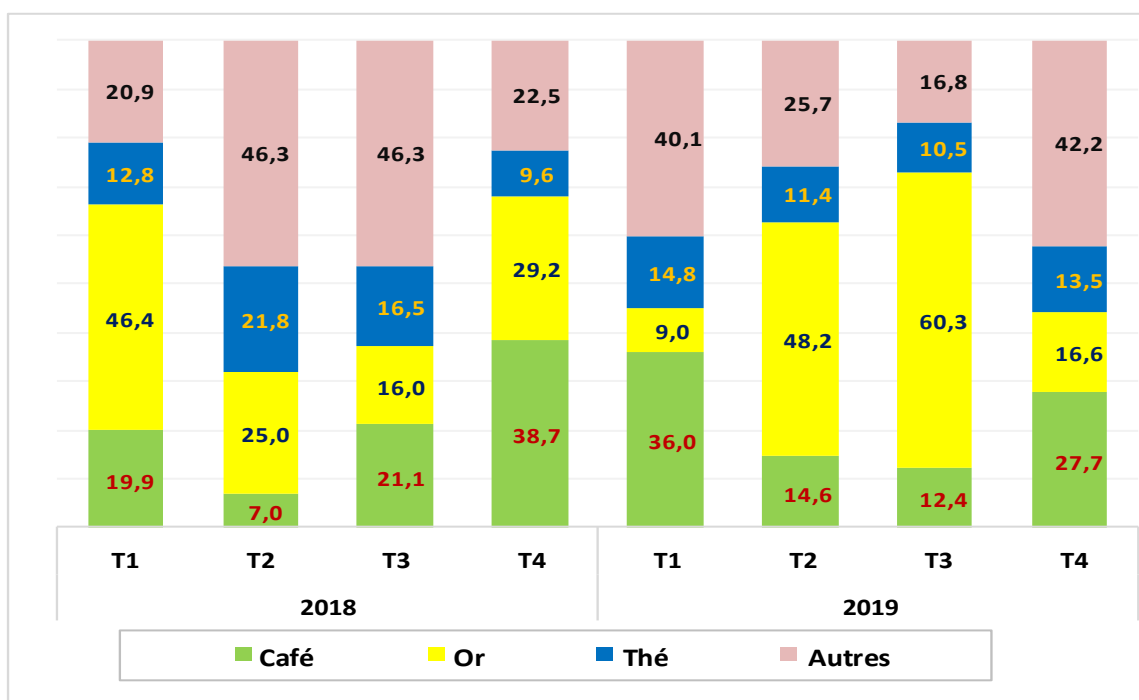
**Source : BRB**

Les exportations ont reculé de 20,8% en glissement annuel, s'établissant à 66.700,3 contre 84.238,4 MBIF au quatrième trimestre 2018, tirées par la baisse des exportations des produits primaires (48.718,4 contre 69.879,7 MBIF). Toutefois, l'exportation des produits manufacturés a progressé (17.981,9 contre 14.358,7 MBIF).

Le recul des exportations des produits primaires a principalement touché le café (-14.145,5 MBIF) et l'or non monétaire (-13.511,9 MBIF), l'exportation des minerais de Niobium ayant augmenté (+5.244,9 MBIF).

Concernant les exportations des produits manufacturés, leur augmentation a résulté principalement de la hausse de l'exportation de la farine de blé (+1.403,6 MBIF) et « autres produits manufacturés » (+1.927,1 MBIF).

**Graphique 6 : Les principaux produits exportés (en % des exportations totales)**



**Source : BRB**

Les importations ont augmenté de 20,5% au quatrième trimestre 2019, atteignant à 436.205,7 contre 362.111,7 MBIF au même trimestre de 2018, consécutivement la hausse, à la fois, des importations de biens de production (204.589,3 contre 155.368,1 MBIF), de biens de consommation (161.713,7 contre 142.923,3 MBIF) et de biens d'équipement (69.902,7 contre 63.820,3 MBIF).

Concernant les importations de biens de production, leur augmentation a principalement porté sur les huiles minérales (+24.100,6 MBIF), les biens destinés à la construction (+11.928,2 MBIF), les biens destinés à l'alimentation (+5.441,3 MBIF) et ceux destinés à l'agriculture et l'élevage (+3.329,3 MBIF).

L'accroissement des importations de biens de consommation a porté sur les biens de consommation durables ; les textiles (+16.431,3 MBIF), les véhicules (+7.199,4 MBIF) et autres biens de consommation durables (+4.009,4 MBIF). En revanche, les importations de biens de consommation non durables ont diminué, notamment les produits pharmaceutiques (-6.243,6 MBIF) et les produits alimentaires (-4.441,1 MBIF). Les importations de biens d'équipement ont été principalement tirées par le matériel électrique (+8.854,1 MBIF).

### 2.3. Finances et dette publiques

Au quatrième trimestre 2019, le déficit budgétaire (dons inclus) s'est allégé par rapport à celui du même trimestre de 2018, passant de 73.593,6 à 51.181,9 MBIF, en liaison avec l'augmentation plus importante des recettes que des dépenses. Ce déficit a été principalement financé par un endettement intérieur net de 85.276,5 MBIF.

**Tableau 9 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)**

	2018	2019	
	4e trim.	3ème Trim.	4ème Trim.
<b>A. RECETTES ET DONNS</b>	<b>261 155,8</b>	<b>306 489,2</b>	<b>321 040,5</b>
<b>a. Recettes</b>	210 731,2	252 436,5	261 238,5
Recettes courantes	210 731,2	252 436,5	261 238,5
Recettes exceptionnelles	-	-	-
<b>b. Dons</b>	50 424,6	54 052,6	59 802,0
courants	-	-	-
en capital	50 424,6	54 052,6	59 802,0
<b>B. DEPENSES</b>	<b>334 749,4</b>	<b>379 529,0</b>	<b>372 222,4</b>
<b>a. Dépenses courantes</b>	237 093,6	258 385,0	227 276,8
Salaires	104 509,3	110 624,5	112 859,3
<b>b. Dépenses en capital</b>	97 655,8	121 144,0	144 945,6
Sur ressources nationales	38 631,6	49 477,5	77 916,3
Sur prêts et dons extérieurs	59 024,2	71 666,5	67 029,3
<b>SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)</b>	<b>- 73 593,6</b>	<b>-73 039,8</b>	<b>-51 181,9</b>
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>73 593,7</b>	<b>73 039,8</b>	<b>51 181,8</b>
a. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	7 925,2	11 658,5	2 980,0
b. FINANCEMENT INTERIEUR NET	90 042,5	18 668,3	85 276,5
<b>D. ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>-24 374,0</b>	<b>42 713,0</b>	<b>-37 074,7</b>

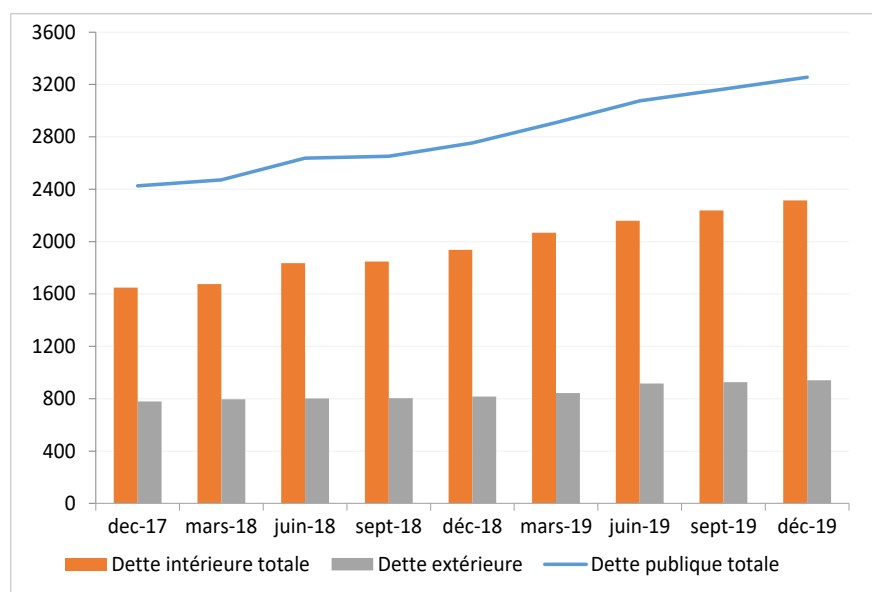
**Source : MFBCDE**

En glissement annuel, les recettes courantes se sont accrues de 24,0% au quatrième trimestre 2019 par rapport à la même période de 2018, passant de 210.731,2 à 261.238,5 MBIF. Les dons se sont accrues de 18,6%, s'établissant à 59.802,0 contre 50.424,6 MBIF.

De même, les dépenses totales ont progressé de 11,2%, se fixant à 372.222,4 contre 334.749,4 MBIF, suite à l'augmentation des dépenses en capital de 48,4%, les dépenses courantes ayant diminué de 4,1%.

La dette publique s'est accrue de 18,3% en glissement annuel, se fixant à 3.256,8 contre 2.753,5 Mds de BIF et de 2,9% par rapport au trimestre précédent. La dette intérieure a augmenté de 19,5% en glissement annuel, passant de 1.937,8 à 2.315,0 Mds de BIF et de 3,4% d'un trimestre à l'autre. Composée essentiellement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 71,1% de la dette publique totale.

**Graphique 7 : Evolution de la dette publique (en MBIF)**



**Source : BRB**

En glissement annuel, la dette extérieure s'est accrue de 15,5%, passant de 815.659,1 à 941.851,4 MBIF. Cette augmentation est liée aux tirages (115.178,8 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (28.280,7 MBIF) qui ont dépassé le remboursement de la dette en principal (17.267,3 MBIF). De même, elle a augmenté de 1,7% par rapport au trimestre précédent, passant de 925.941,6 à 941.851,4 MBIF, en liaison avec les tirages (7.227,3 MBIF) et les plus-values (12.929,8 MBIF), partiellement contrebalancés par le remboursement de la dette en principal (4.247,3 MBIF).

## **2.4. Secteur monétaire**

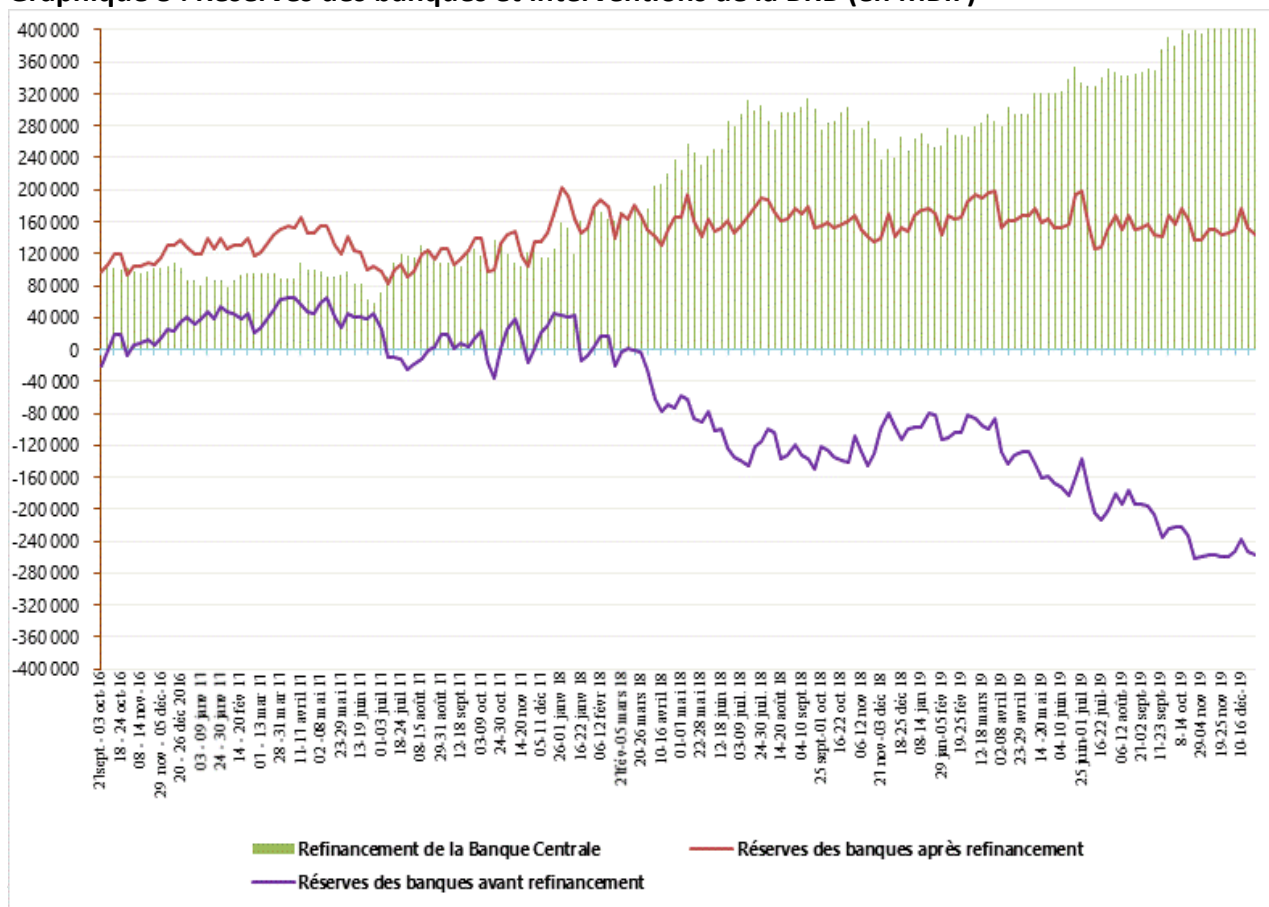
### **2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts**

Les réserves des banques ont diminué au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre 2019. Sans interventions de la Banque Centrale, elles se seraient établies à -296.040 contre -194.771 MBIF, en moyenne hebdomadaire, et à -116.224 MBIF au même trimestre de 2018.

Suite à cette baisse des réserves, les banques commerciales ont fait recours au refinancement de la Banque Centrale. En effet, l'encours du refinancement s'est élevé à 401.467 MBIF, en moyenne

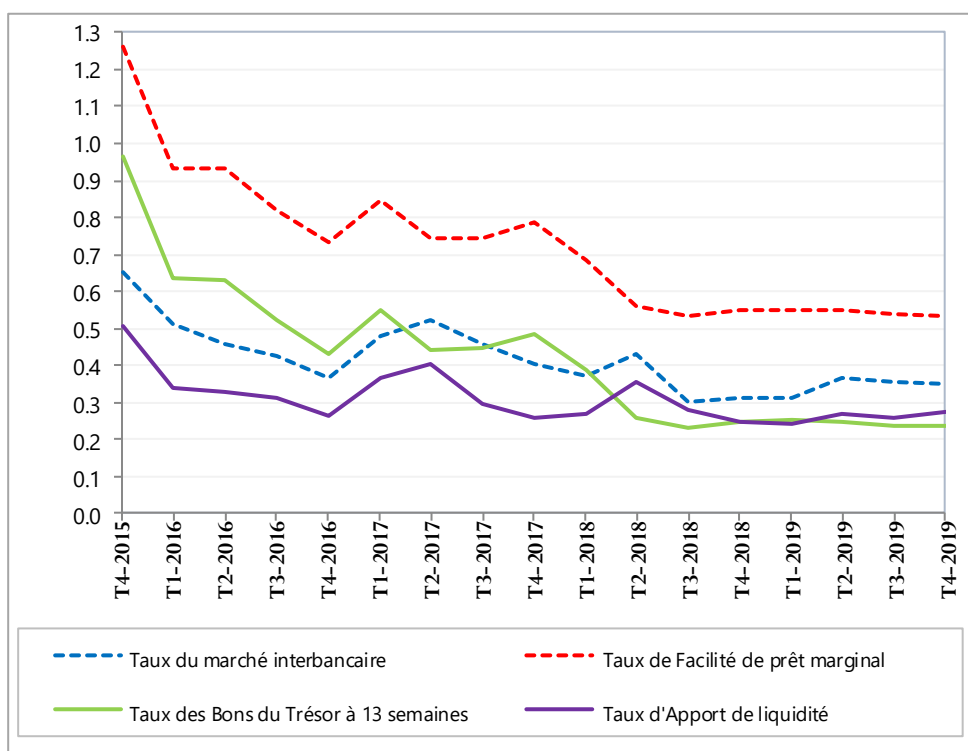
hebdomadaire, contre 349.377 MBIF au trimestre précédent et 267.950 MBIF à la même période de 2018.

**Graphique 8 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)**



Les taux moyens pondérés du marché monétaire ont globalement baissé, à l'exception du taux moyen pondéré d'apport de liquidité par appels d'offres qui a légèrement augmenté de 2,56 à 2,76% d'un trimestre à l'autre. Le taux moyen pondéré sur les opérations interbancaires a légèrement fléchi (3,51 contre 3,55% au trimestre précédent) tandis que celui sur facilité de prêt marginal s'est presque stabilisé (5,35 contre 5,36%).

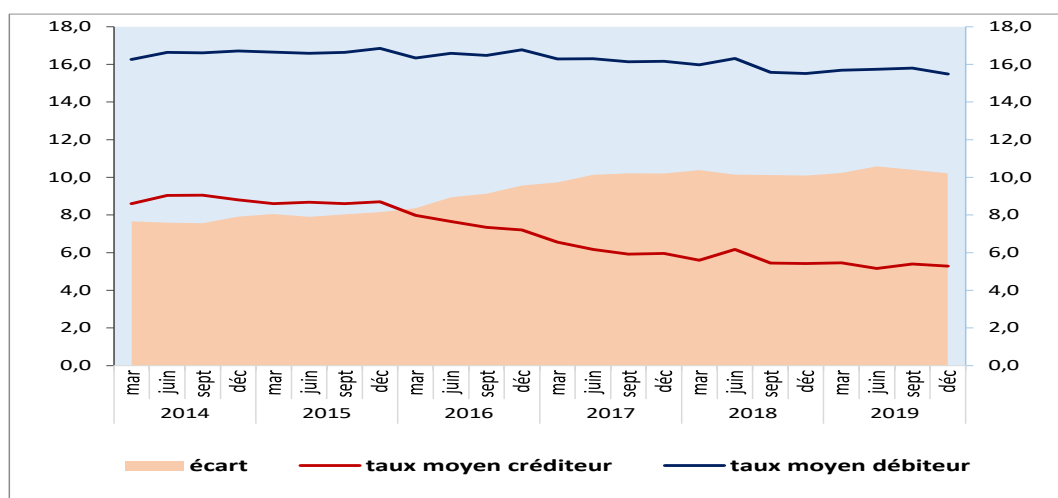
**Graphique 9: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)**



Source : BRB

Le taux d'intérêt débiteur moyen de l'encours des crédits a légèrement baissé à fin décembre 2019, s'établissant à 15,49 contre 15,80% à fin septembre 2019 et 15,51% à fin décembre 2018. D'un trimestre à l'autre, la diminution a concerné les crédits à court terme (15,84 contre 16,39%) et à long terme (14,24 contre 14,31%). De même, le taux d'intérêt débiteur moyen des crédits distribués au cours du quatrième trimestre 2019 a baissé, s'établissant à 15,12 contre 16,15% au trimestre précédent et 15,83% à la même période de 2018.

**Graphique 10 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)**



**Source: BRB**

Le taux d'intérêt créditeur moyen a légèrement diminué à fin décembre 2019, se fixant à 5,28 contre 5,40% à la fin du trimestre précédent et 5,51% à la même période de 2018. Cette baisse a porté sur les dépôts à vue rémunérés et les comptes à terme et d'épargne alors que les taux d'intérêt sur les comptes sur livret ont légèrement augmenté.

#### **2.4.2. Base monétaire**

La base monétaire a augmenté de 8,3% à fin décembre 2019 par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 698.151,6 contre 644.436,4 MBIF, en liaison avec la hausse des avoirs extérieurs nets (+10,0%) et des avoirs intérieurs nets (+5,0%). S'agissant des composantes de la base monétaire, l'accroissement a concerné les billets et pièces en circulation (+41.037,5 MBIF) ainsi que les dépôts des banques et microfinances (+17.606,0 MBIF) et ceux des établissements financiers (+1.013,4 MBIF). Par contre, les dépôts divers ont diminué de 5.942,1 MBIF.

**Tableau 10: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)**

	déc.18	sept.19	déc.19	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	350 207,6	373 777,4	414 814,9	11,0	18,4
Dépôts des banques et microfinances	170 875,7	213 478,9	231 085,3	8,2	35,2
Dépôts des établissements financiers	3 538,8	3 326,6	4 340,0	30,5	22,6
Dépôts divers	40 206,7	53 853,5	47 911,4	-11,0	19,2
<b>Base monétaire = Contreparties</b>	<b>564 828,8</b>	<b>644 436,4</b>	<b>698 151,6</b>	<b>8,3</b>	<b>23,6</b>
Avoirs extérieurs nets	-165 217,1	-143 734,8	-129 390,7	10,0	21,7
Avoirs intérieurs nets	730 045,9	788 171,2	827 542,3	5,0	13,4
-Créances nettes sur l'Etat	441 299,1	291 333,9	324 828,0	11,5	-26,4
-Autres postes nets	288 746,8	496 837,3	502 714,3	1,2	74,1

**Source : BRB**

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 23,6%, en liaison avec l'accroissement des avoirs extérieurs nets (+21,7%) et des avoirs intérieurs nets (+13,4%). Cette hausse a concerné toutes les composantes de la base monétaire: les billets et pièces ont augmenté de 18,4%, les dépôts des banques et microfinances de 35,2%, ceux des établissements financiers de 22,6% et les dépôts divers de 19,2%.

L'analyse en termes de contribution à la variation de la base monétaire révèle que l'augmentation trimestrielle a été d'origine aussi bien interne (6,1 points de pourcentage) qu'externe (2,2 points de pourcentage). De même, l'accroissement annuel a été d'origine, à la fois, interne (17,3 points de pourcentage) et externe (6,3 points de pourcentage).

**Tableau 11 : Contribution à la variation de la base monétaire à fin décembre 2019**

	Par rapport à sept. 2019	Par rapport à déc. 2018
<b>Avoirs Extérieurs Nets (AEN)</b>	<b>2,2</b>	<b>6,3</b>
<b>Avoirs Intérieurs Nets (AIN)</b>	<b>6,1</b>	<b>17,3</b>
dont: -Créances nettes sur l'Etat	5,2	-20,6
-Autres postes nets	0,9	37,9
<b>Base monétaire</b>	<b>8,3</b>	<b>23,6</b>

**Source: BRB**



### 2.4.3. Masse monétaire et contreparties

Par rapport à fin septembre 2019, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 4,7% à fin décembre 2019, se fixant à 2.171,0 contre 2.073,6 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur la circulation fiduciaire hors banques (+13,0%), les placements à terme et d'épargne (+26,3%) et les dépôts en devises des résidents (+1,6%). En revanche, les dépôts à vue en BIF ont diminué de 5,9%.

L'augmentation trimestrielle de la masse monétaire a été tirée, à la fois, par les avoirs intérieurs nets (+3,3%) et les avoirs extérieurs nets (+9,3%). La progression des avoirs intérieurs nets a concerné l'endettement net de l'Etat (+117.876,3 MBIF) et les créances sur l'économie (+18.046,2 MBIF) tandis que les autres postes nets ont diminué (-59.691,5 MBIF).

**Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)**

	déc.18	sept.19	déc.19 (p)	variation (en %)	
				trimestrielle	annuelle
<b>M3</b>	<b>1 797 468,9</b>	<b>2 073 557,0</b>	<b>2 171 039,8</b>	<b>4,7</b>	<b>20,8</b>
<b>AEN</b>	-203 201,0	-227 582,3	-206 330,5	9,3	-1,5
<b>AIN</b>	2 000 669,9	2 301 139,3	2 377 370,3	3,3	18,8
-Crédit intérieur	2 369 485,6	2 681 157,0	2 817 079,5	5,1	18,9
Créances nettes sur l'Etat	1 337 534,0	1 501 448,9	1 619 325,2	7,9	21,1
Créances sur l'économie	1 031 951,6	1 179 708,1	1 197 754,3	1,5	16,1
-Autres postes nets	-368 815,7	-380 017,7	-439 709,2	-15,7	-19,2

**Source: BRB**

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 20,8%. Cette progression a été tirée par les dépôts à vue (+14,9%), les placements à terme et d'épargne (+37,9%), les avoirs en devises des résidents (+9,7%) et la circulation fiduciaire hors banques (+21,4%).

S'agissant des contreparties, la hausse a principalement concerné les avoirs intérieurs nets (+18,8%) tandis que les avoirs extérieurs nets ont légèrement diminué (-1,5%). L'augmentation des avoirs intérieurs nets a porté sur les créances nettes sur l'Etat (+281.791,2 MBIF) et les créances sur l'économie (+165.802,7 MBIF), les autres postes nets ayant diminué (-70.893,5 MBIF).

**Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin décembre 2019**

	Par rapport à sept. 2019	Par rapport à déc. 2018
<b>Avoirs Extérieurs Nets (AEN)</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,2</b>
<b>Avoirs Intérieurs Nets (AIN)</b>	<b>3,7</b>	<b>21,0</b>
dont: -Crédit Intérieur	6,6	24,9
-Autres Postes Nets	-2,9	-3,9
<b>Masse monétaire</b>	<b>4,7</b>	<b>20,8</b>

**Source: BRB**

La progression de la masse monétaire a été principalement d'origine interne aussi bien en glissement trimestriel (3,7 points de pourcentage) qu'en glissement annuel (21,0 points de pourcentage).

#### **2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire**

A fin décembre 2019, les avoirs extérieurs se sont accrus de 29,7% en glissement trimestriel et de 26,5% en glissement annuel.

**Tableau 14: Avoirs extérieurs (en MUSD)**

	Fin de période			variation	
	déc-18	sept-19	déc-19	trimestrielle	annuelle
BRB	80,50	81,70	128,50	<b>57,3</b>	<b>59,6</b>
Dont: Réserves officielles	70,30	65,50	113,40	<b>73,1</b>	<b>61,3</b>
Banques commerciales	79,80	74,70	74,30	<b>-0,5</b>	<b>-6,9</b>
<b>Total</b>	<b>160,30</b>	<b>156,40</b>	<b>202,80</b>	<b>29,7</b>	<b>26,5</b>

**Source : BRB**

Les avoirs extérieurs de la BRB ont augmenté de 57,3% à fin décembre 2019 par rapport à fin septembre 2019 et de 59,6% en glissement annuel. En revanche, ceux des banques commerciales ont légèrement diminué de 0,5% d'une fin de trimestre à l'autre et de 6,9% en glissement annuel.

Les réserves officielles ont augmenté de 73,1% à fin décembre 2019 par rapport à fin septembre 2019, s'établissant à 113,4 contre 65,50 MUSD. De même, elles se sont accrues de 61,3% en glissement annuel, et couvraient 1,5 contre 1,0 mois d'importations de biens et services à la même période de 2018, alors que le niveau plancher est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.

## 2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

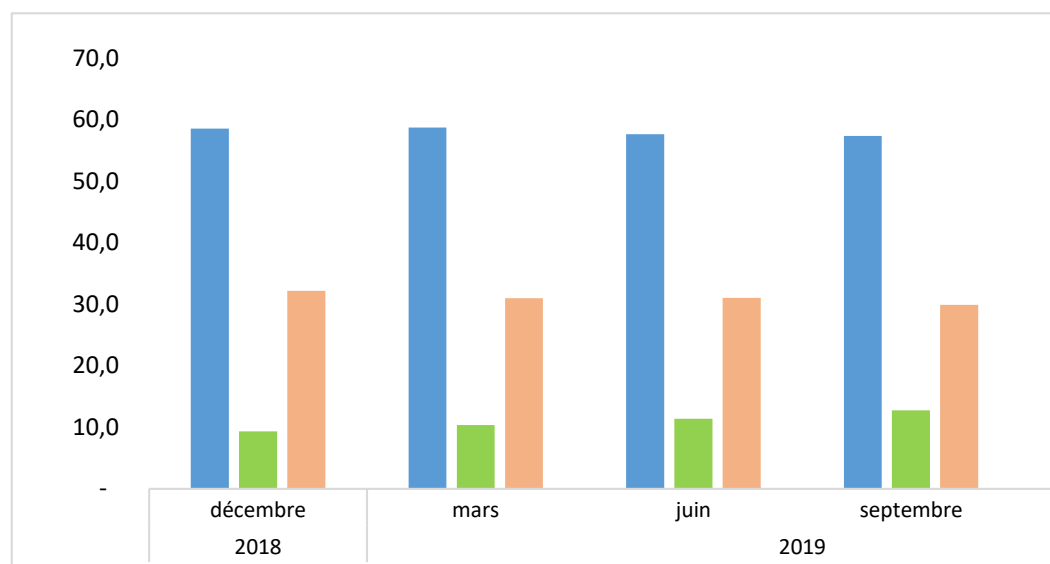
Le total bilan du secteur bancaire s'est accru de 26,1% à fin décembre 2019, s'établissant à 3.262,1 contre 2.587,1 Mds de BIF à fin décembre 2018 et a augmenté de 5,6% d'un trimestre à l'autre. Sur les mêmes périodes, le crédit à l'économie et les dépôts de la clientèle ont légèrement augmenté. Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et rentable et tous les ratios de solvabilité sont au-delà des minimas réglementaires.

### 2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

#### 2.5.1.1. Principales ressources

Les dépôts ont augmenté de 22,1% en glissement annuel, atteignant 1.850,1 contre 1.514,7 Mds de BIF et de 4,4% par rapport au trimestre précédent. Les refinancements de la Banque Centrale se sont accrus de 77,5% en glissement annuel, se fixant à 427,5 contre 240,9 Mds de BIF et de 8,7% d'un trimestre à l'autre.

**Graphique 11 : Répartition des ressources (en % du total)**

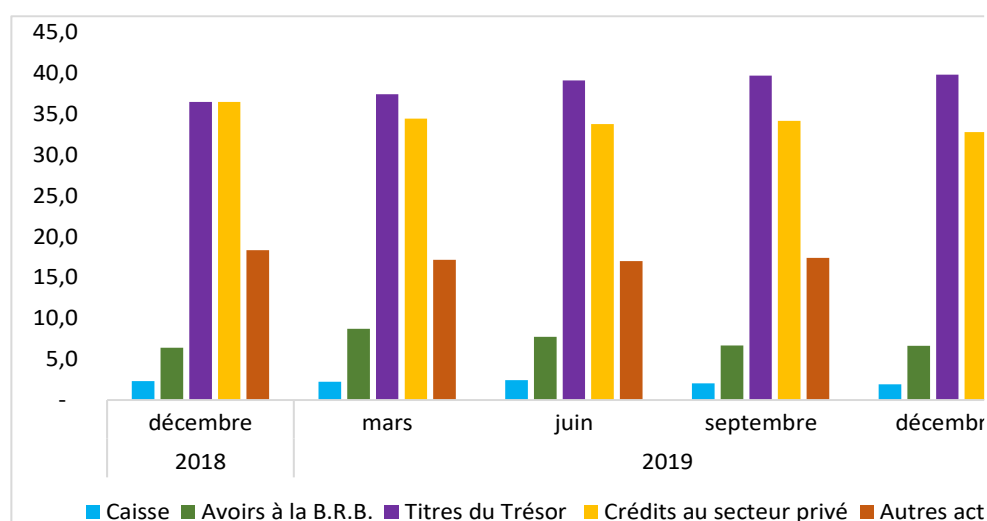


**Source : BRB**

### 2.5.1.2. Principaux emplois

Les crédits au secteur privé ont augmenté de 13,5% en glissement annuel, s'établissant à 1.071,5 contre 944,3 Mds de BIF et de 1,5% d'un trimestre à l'autre. L'encours des titres du Trésor a également augmenté en glissement annuel (+43,7%) et trimestriel (+8,1%), atteignant 1.296,8 contre 944,1 Mds de BIF à fin décembre 2018.

**Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (en % du total)**

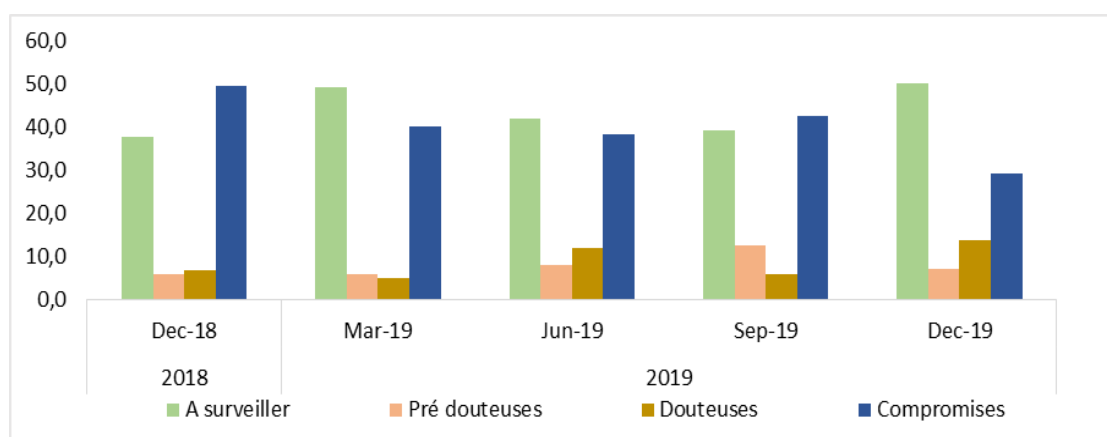


Source: BRB

### 2.5.2. Qualité du portefeuille crédit

Par rapport à la même période de l'année précédente, la qualité du portefeuille crédits s'est améliorée à fin décembre 2019. En effet, les créances impayées ont diminué de 12,1% en glissement annuel, passant de 139,4 à 122,5 Mds de BIF en liaison avec la mesure de radiation des créances compromises depuis deux ans dans les bilans du secteur bancaire. Par rapport à fin septembre 2019, elles ont reculé de 13,2%.

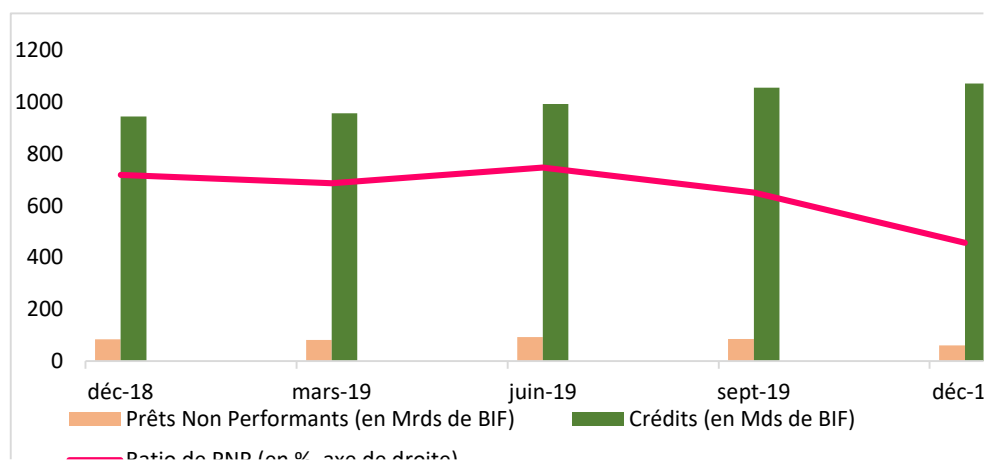
**Graphique 13 : Créances impayées par classe (en % du total)**



**Source : BRB**

Le ratio des prêts non performants a diminué de 3,3 points de pourcentage en glissement annuel, s'établissant à 5,7% contre 9,0% et de 2,4% en glissement trimestriel. Cette baisse est principalement expliquée par la mesure de radiation des créances compromises dans les bilans du secteur bancaire.

**Graphique 14 : Evolution des prêts non performants<sup>4</sup>**



**Source : BRB**

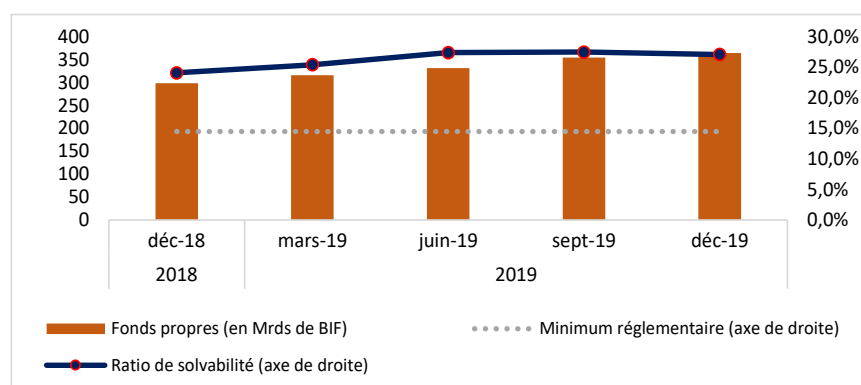
Le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a diminué en glissement annuel, se fixant à 80,7% contre 87,3% et s'établissait à 84,6% à fin septembre 2019.

<sup>4</sup> La Circulaire n°12/2018 relative à la classification des risques et à la constitution des provisions des établissements de crédits définit les prêts non performants comme étant l'ensemble des créances constituées de créances pré-douteuses, douteuses et compromises.

### 2.5.3. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 16,4% en glissement annuel et de 2,8% d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 364,8 contre 313,3 Mds de BIF à fin décembre 2018 et 354,9 Mds de BIF à fin septembre 2019. De même, le ratio de solvabilité globale s'est amélioré en glissement annuel, se fixant à 24,9 contre 21,6%.

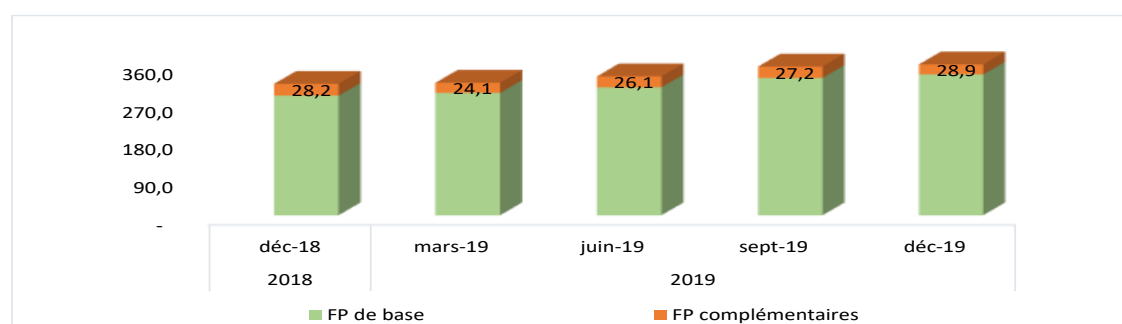
**Graphique 16 : Evolution des fonds propres**



**Source : BRB**

Les fonds propres de base, constituant la principale composante des fonds propres du secteur, ont augmenté de 16,4% en glissement annuel, se fixant à 335,9 contre 286,6 Mds de BIF et de 2,8% en glissement trimestriel.

**Graphique 17 : Composition des fonds propres (en Mds de BIF)**



**Source : BRB**

### 2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire s'est accru de 21,2% à fin décembre 2019, se fixant à 256.013,6 contre 211.192,4 MBIF à la même période de l'année précédente. Le résultat net a également augmenté de 83,4% d'une fin d'année à l'autre, passant de 65.079,6 à 119.359,3 MBIF. Ainsi, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) se sont améliorés, s'établissant respectivement à 3,7 et 32,7% contre 2,5% et 20,8% à la même période de 2018.

## CONCLUSION

Au quatrième trimestre 2019, l'activité économique a décéléré dans les principaux pays de l'OCDE en glissement annuel et trimestriel. Cette décélération est liée à l'incertitude des politiques commerciales, aux tensions géopolitiques et aux difficultés spécifiques des principaux pays émergents et en développement.

Selon les prévisions du FMI d'avril 2020, une récession économique mondiale est attendue suite aux perturbations généralisées de la pandémie du COVID-19 sur l'activité économique qui ont provoqué la baisse de la demande des biens et services et la chute des cours des produits de base.

En Afrique sub-saharienne, le PIB réel devrait se contracter en 2020 suite aux conséquences du COVID-19 sur l'activité économique, notamment la chute des cours des produits de base. D'autres facteurs spécifiques aux pays tels que les contraintes structurelles permanentes en Afrique du Sud, les chocs climatiques et autres chocs naturels expliquent ces mauvaises performances en Afrique sub-Saharienne. Au niveau de la CEA, il est attendu une décélération de l'activité économique en 2020 suite aux effets néfastes du COVID-19 sur les économies de la région.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, la production du thé sec ainsi que celle du café ont diminué au quatrième trimestre 2019 par rapport à la même période de l'année précédente. Après une longue période de déflation, l'inflation a augmenté au quatrième trimestre 2019, suite à la hausse des prix des produits alimentaires liée à une mauvaise pluviosité qui a prévalu au cours de cette période.

Au niveau du secteur monétaire, la base monétaire et la masse monétaire se sont accrues aussi bien en glissement annuel que trimestriel, en liaison avec l'augmentation des avoirs intérieurs et extérieurs nets. Les réserves officielles de change ont augmenté et couvraient 1,5 mois d'importations de biens et services contre 1,0 mois à la même période de 2018.

Le total bilan du secteur bancaire s'est accru au quatrième trimestre 2019. Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et rentable et tous les ratios de solvabilité sont restés au-

delà des normes réglementaires. Tous les principaux indicateurs de solidité financière se sont améliorés à fin décembre 2019.

Au cours du quatrième trimestre 2019, la BRB a édicté les différents règlements régissant ses interventions sur le marché monétaire visant à opérationnaliser les nouvelles orientations de politique monétaire, pour permettre aux établissements de crédit de financer les secteurs porteurs de croissance.

Pour la période à venir, pour faire face aux effets néfastes du COVID-19 sur l'activité économique nationale, la BRB mettra à la disposition des établissements de crédit de la liquidité nécessaire et suffisante pour les inciter à soutenir les secteurs de l'économie qui seront affectés.



## LES ANNEXES

### Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Secteur primaire</b>	<b>488,0</b>	<b>497,1</b>	<b>490,9</b>	<b>502,9</b>	<b>528,9</b>
Agriculture vivrière	427,4	431,8	428,5	437,5	459,7
Agriculture d'exportation	21,3	17,6	17,5	18,3	19,8
- Café	4,9	4,2	4,6	4,7	5,1
- Thé	15,4	12,3	12,1	12,7	13,8
- Autres cultures d'exportation	1,0	1,1	0,8	0,9	1,0
Forêt	13,4	12,2	16,7	18,5	20,1
Elevage	22,5	31,6	24,6	24,8	25,4
Pêche	3,4	3,8	3,5	3,7	3,9
<b>Secteur secondaire</b>	<b>290,2</b>	<b>322,6</b>	<b>323,4</b>	<b>334,4</b>	<b>354,9</b>
Extraction	7,9	7,7	8,3	10,0	12,5
Industries	192,3	220,8	214,2	219,1	231,6
- Industries agroalimentaires	143,1	168,4	162,8	165,2	174,5
- Industries Manufacturières	49,2	52,4	51,4	53,9	57,1
. Industries textiles	3,9	9,5	3,5	3,6	3,8
. Autres industries manufacturières	45,3	42,9	47,9	50,3	53,3
Electricité, gaz et eau	7,5	7,7	9,1	10,5	11,1
Construction	82,5	86,3	91,8	94,8	99,7
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>828,9</b>	<b>821,4</b>	<b>897,9</b>	<b>940,4</b>	<b>966,9</b>
Commerce	68,5	62,0	69,7	71,8	76,1
Transport et communication	73,4	66,7	64,7	67,7	73,1
- Transports	16,8	17,6	13,5	13,9	14,8
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	56,6	49,2	51,2	53,8	58,3
Banques et Assurances	100,0	102,8	112,4	122,5	135,7
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	114,0	108,7	126,4	128,9	132,3
Administration publique	298,9	316,7	340,9	366,5	391,7
Education	209,1	211,7	227,2	239,3	250,8
Santé et action sociale	14,0	14,4	18,0	20,0	21,0
Activités à caractère collectif ou personnel	54,4	45,6	51,9	54,5	57,2
Services domestiques	5,4	4,6	5,7	6,0	6,3
SIFIM	-108,9	-111,8	-118,9	-136,8	-177,2
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>1 607,1</b>	<b>1 641,1</b>	<b>1 712,2</b>	<b>1 777,6</b>	<b>1 850,7</b>
Impôts et Taxes	177,5	200,6	195,9	203,4	211,8
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>1 784,6</b>	<b>1 841,7</b>	<b>1 908,1</b>	<b>1 981,0</b>	<b>2 062,4</b>

## Annexe 2: Inflation par principales composantes (en %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
sept-16	7,0	8,1	6,3
oct-16	6,0	7,0	5,3
nov-16	7,1	9,1	5,6
déc-16	9,5	13,9	6,0
janv-17	12,9	20,4	7,4
févr-17	20,5	33,3	7,4
mars-17	21,1	34,4	8,5
avr-17	19,6	30,2	9,0
mai-17	18,9	27,8	9,0
juin-17	15,1	20,8	8,4
juil-17	13,6	18,8	7,1
août-17	13,9	22,6	5,6
sept-17	15,4	23,9	7,4
oct-17	17,6	28,1	9,0
nov-17	15,4	22,2	7,8
déc-17	10,0	9,5	8,4
janv-18	6,1	3,2	7,9
févr-18	-1,3	-8,7	8,5
mars-18	-2,6	-11,0	8,3
avr-18	-1,7	-9,6	8,5
mai-18	-1,0	-8,7	8,8
juin-18	-0,4	-7,9	8,8
juil-18	-0,8	-8,5	8,8
août-18	-2,3	-10,9	8,2
sept-18	-5,6	-15,8	6,8
oct-18	-8,4	-20,2	6,2
nov-18	-7,3	-18,7	6,6
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3
avr-19	-2,2	-6,1	1,9
mai-19	-2,4	-5,7	1,2
juin-19	-4,0	-8,6	0,9
juil-19	-2,6	-6,2	1,1
août-19	-0,6	-2,9	1,6
sept-19	2,0	2,9	1,1
oct-19	4,0	6,4	1,8
nov-19	3,6	6,5	0,8
déc-19	4,9	8,9	1,1

### Annexe 3 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
janv-17	53 627,70	7 058,30	60 686,00	64 415,60	-3 729,60
févr-17	51 656,90	10 991,70	62 648,50	84 274,10	-21 625,60
mars-17	73 064,80	13 243,60	86 308,40	87 906,10	-1 597,80
avr-17	51 144,70	9 769,60	60 914,30	98 016,50	-37 102,20
mai-17	54 415,70	8 886,70	63 302,40	87 125,30	-23 822,90
juin-17	65 194,30	22 169,00	87 363,30	88 592,80	-1 229,50
juil-17	67 742,90	11 005,50	78 748,40	87 554,40	-8 806,00
août-17	72 246,70	9 317,20	81 563,90	113 343,30	-31 779,40
sept-17	69 515,00	8 503,20	78 018,20	82 670,90	-4 652,70
oct-17	60 683,30	16 279,20	76 962,50	124 142,80	-47 180,30
nov-17	65 298,00	8 264,80	73 562,80	79 101,30	-5 538,40
déc-17	69 552,50	13 024,20	82 576,70	131 400,00	-48 823,20
janv-18	62 945,10	9 475,40	72 420,50	72 255,80	164,8
févr-18	58 578,40	24 358,30	82 936,70	128 496,30	-45 559,60
mars-18	90 994,60	18 147,30	109 141,90	112 356,80	-3 215,00
avr-18	65 134,60	17 173,80	82 308,40	102 753,10	-20 444,70
mai-18	63 096,80	19 297,10	82 393,90	119 669,80	-37 275,80
juin-18	75 254,20	31 153,20	106 407,40	162 729,20	-56 321,80
juil-18	60 554,70	11 601,30	72 156,00	79 153,40	-6 997,30
août-18	75 622,20	12 063,40	87 685,60	102 781,40	-15 095,90
sept-18	73 977,30	17 554,90	91 532,20	97 407,00	-5 874,80
oct-18	70 957,30	13 169,40	84 126,70	121 865,50	-37 738,80
nov-18	61 412,20	8 713,80	70 126,00	85 930,70	-15 804,70
déc-18	78 361,60	28 541,40	106 903,00	126 953,20	-20 050,20
janv-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	147 591,44	-66 413,29
févr-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 847,05	-25 051,89
mars-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	100 670,54	15 913,67
avr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	152 264,59	-56 807,03
mai-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 765,02	-40 483,00
juin-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	116 694,18	14 734,34
juil-19	70 893,23	18 882,46	89 775,68	130 004,84	-40 229,15
août-19	91 851,64	11 589,11	103 440,75	105 382,88	-1 942,13
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
nov-19	78 123,50	25 896,32	104 019,82	133 010,26	-28 990,44
déc-19	86 974,57	10 652,30	97 626,87	87 539,10	10 087,77

## Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

Mois	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres	Total		
juin-16	650 423,6	475 292,9	53 066,8	1 178 783,3	730 813,1	1 909 596,37
juil-16	646 289,0	493 502,0	54 167,7	1 193 958,7	727 209,5	1 921 168,21
août-16	636 965,6	508 501,5	47 786,5	1 193 253,6	732 683,7	1 925 937,29
sept-16	644 432,0	527 286,3	46 843,9	1 218 562,2	736 607,0	1 955 169,24
oct-16	660 707,0	536 420,8	51 279,1	1 248 406,9	729 004,8	1 977 411,71
nov-16	689 148,0	551 790,1	53 115,8	1 294 053,9	727 220,8	2 021 274,72
déc-16	752 299,8	584 745,3	37 133,1	1 374 178,2	724 630,8	2 098 809,02
janv-17	708 968,9	583 970,9	36 990,0	1 329 929,8	730 756,4	2 060 686,20
févr-17	720 858,9	613 931,0	38 593,5	1 373 383,4	734 769,9	2 108 153,26
mars-17	741 269,6	627 821,5	48 614,6	1 417 705,6	729 097,9	2 146 803,47
avr-17	733 398,9	643 307,1	44 744,5	1 421 450,5	718 755,2	2 140 205,66
mai-17	748 696,4	660 063,7	46 120,0	1 454 880,1	747 209,9	2 202 090,0
juin-17	748 813,6	676 889,0	41 050,0	1 466 752,6	754 428,4	2 221 181,0
juil-17	732 104,3	676 920,9	40 961,3	1 449 986,5	760 152,9	2 210 139,3
août-17	730 342,1	709 627,0	44 402,2	1 484 371,3	770 343,8	2 254 715,1
sept-17	713 443,5	742 272,1	44 336,2	1 500 051,8	774 953,0	2 275 004,8
oct-17	741 876,6	742 224,8	40 123,5	1 524 224,9	773 687,4	2 297 912,4
nov-17	747 014,0	756 804,4	32 913,2	1 536 731,6	775 221,7	2 311 953,2
déc-17	787 208,1	829 763,9	31 247,7	1 648 219,7	778 292,4	2 426 512,1
janv-18	745 506,8	846 581,2	29 868,4	1 621 956,4	787 987,1	2 409 943,5
févr-18	745 661,6	866 729,8	33 745,7	1 646 137,1	789 859,3	2 435 996,4
mars-18	737 539,1	899 110,7	39 655,5	1 676 305,3	795 087,8	2 471 393,1
avr-18	715 697,6	925 946,4	31 374,4	1 673 018,4	809 971,8	2 482 990,1
mai-18	714 813,1	953 009,4	31 843,6	1 699 666,1	800 922,3	2 500 588,4
juin-18	780 458,1	993 081,2	61 935,9	1 835 475,2	801 839,6	2 637 314,8
juil-18	739 553,0	1 003 048,5	59 864,5	1 802 466,0	803 941,0	2 606 407,1
août-18	722 760,6	1 034 907,2	61 327,5	1 818 995,3	802 130,7	2 621 126,0
sept-18	723 876,1	1 057 501,6	65 477,4	1 846 855,1	804 250,5	2 651 105,6
oct-18	750 952,9	1 074 283,1	63 695,0	1 888 931,0	804 808,3	2 693 739,3
nov-18	749 761,5	1 099 486,2	63 621,6	1 912 869,3	810 165,1	2 723 034,4
déc-18	772 108,5	1 106 829,2	58 884,2	1 937 821,9	815 659,1	2 753 481,0
janv-19	735 898,0	1 170 456,8	59 277,8	1 965 632,6	839 143,1	2 804 775,7
févr-19	754 785,4	1 203 007,7	59 539,4	2 017 332,5	839 115,7	2 856 448,2
mars-19	776 260,3	1 230 561,3	59 993,5	2 066 815,1	842 843,7	2 909 658,8
avr-19	749 554,5	1 264 065,9	60 337,0	2 073 957,4	868 260,7	2 942 218,1
mai-19	741 946,8	1 309 285,8	59 237,2	2 110 469,8	908 666,9	3 019 136,7
juin-19	762 094,0	1 339 778,2	56 733,3	2 158 605,5	916 511,8	3 075 117,3
juil-19	702 399,9	1 357 433,8	57 087,5	2 116 921,2	929 030,4	3 045 951,6
août-19	759 491,5	1 393 116,1	57 417,6	2 210 025,2	930 926,6	3 140 951,8
sept-19	756 889,1	1 417 542,6	64 070,6	2 238 502,3	925 941,6	3 164 443,9
oct-19	751 684,2	1 450 627,6	76 047,9	2 278 359,7	934 482,8	3 212 842,5
nov-19	749 081,8	1 485 146,4	72 960,7	2 307 188,9	936 300,8	3 243 489,7
déc-19	746 479,4	1 497 630,9	70 875,2	2 314 985,5	941 851,4	3 256 836,9

## Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
janv-17	128 121,5	85 130,5
févr-17	128 818,8	89 580,0
mars-17	133 496,9	93 971,8
avr-17	152 138,5	97 130,4
mai-17	141 232,6	94 778,2
juin-17	118 531,9	76 500,5
juil-17	95 342	101 518
août-17	115 927	118 005
sept-17	121 733	113 145
oct-17	125 576	123 451
nov-17	129 441	117 240
déc-17	157 967	130 194
janv-18	172 260	154 539
févr-18	170 882	168 632
mars-18	167 621	171 915
avr-18	143 711	211 263
mai-18	164 888	240 642
juin-18	153 401	261 700
juil-18	170 178	296 208
août-18	171 713	290 076
sept-18	166 234	298 588
oct-18	158 420	286 969
nov-18	146 546	268 534
déc-18	150 237	248 370
janv-19	163 427	258 199
févr-19	165 114	267 534
mars-19	192 194	281 986
avr-19	167 995	292 282
mai-19	163 240	315 130
juin-19	170 302	334 215
juil-19	153 993	339 205
août-19	157 630	345 488
sept-19	152 207	363 439
oct-19	156 012	394 511
nov-19	146 124	403 814
déc-19	155 224	406 075

## Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
janv-17	3,12	7,91	2,40	4,91
févr-17	5,18	8,50	3,72	5,50
mars-17	6,00	9,01	4,92	6,01
avr-17	6,00	7,96	5,36	4,96
mai-17	5,50	7,17	3,85	4,165
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,135
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
janv-18	3,77	7,02	2,75	4,02
févr-18	3,64	6,98	2,54	3,98
mars-18	-	6,59	2,84	3,59
avr-18	-	6,16	3,19	3,16
mai-18	4,45	5,51	3,57	2,51
juin-18	4,17	5,07	3,82	2,07
juil-18	-	5,13	3,17	2,13
août-18	3,00	5,29	2,60	2,29
sept-18	-	5,57	2,65	2,57
oct-18	3,00	5,50	2,76	2,50
nov-18	3,00	5,48	2,29	2,48
déc-18	3,34	5,48	2,42	2,48
janv-19	3,11	5,53	2,48	2,53
févr-19	-	5,50	2,48	2,50
mars-19	-	5,50	2,41	2,50
avril-19	3,66	5,48	2,63	2,48
mai-19	3,67	5,50	2,69	2,50
juin-2019	3,69	5,50	2,82	2,50
juillet-19	3,68	5,45	2,55	2,45
août-19	3,58	5,35	2,55	2,35
sept-19	3,40	5,29	2,59	2,29
Oct-19	3,34	5,22	2,65	2,22
Nov-19	3,62	5,20	2,63	2,20
Déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63

## Annexe 7 : Indicateurs d'activité du secteur bancaire (en MBIF)

	31/12/2018	31/12/2019	Variation en %
<b>I. EMPLOIS</b>	<b>2 587 131,5</b>	<b>3 262 128,0</b>	<b>26,1</b>
<b>I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS</b>	<b>2 186 944,0</b>	<b>2 790 509,6</b>	<b>27,6</b>
<b>A. Actifs Liquides</b>	<b>1 242 635,8</b>	<b>1 718 999,2</b>	<b>38,3</b>
. Caisse	59 188,4	61 950,0	4,7
. B.R.B.	165 395,0	216 492,4	30,9
. Banques & Etablissements Financiers	73 981,7	83 580,5	13,0
. <i>Bons, Obligations du Trésor</i>	944 070,8	1 301 811,2	37,9
. Autres Titres	-	55 165,1	
<b>B. Crédits</b>	<b>944 308,1</b>	<b>1 071 510,4</b>	<b>13,5</b>
. Court terme	461 803,2	508 545,1	10,1
. Moyen terme	297 727,3	337 969,4	13,5
. Long terme	184 777,6	224 996,0	21,8
. Crédits bail	-	-	-
<b>I.2. Actif Immobilisé</b>	<b>141 662,5</b>	<b>160 123,8</b>	<b>13,0</b>
<b>I.3. Autres</b>	<b>258 525,0</b>	<b>311 494,7</b>	<b>20,5</b>
<b>II. RESSOURCES</b>	<b>2 587 131,5</b>	<b>3 262 128,0</b>	<b>26,1</b>
<b>II.1. Principales ressources</b>	<b>1 919 802,5</b>	<b>2 477 330,3</b>	<b>29,0</b>
. Clientèle	1 514 680,4	1 850 092,3	22,1
. <i>dont 10 grands dépôts des banques</i>	<i>675 240,9</i>	<i>839 538,5</i>	<i>24,3</i>
. Refinancement auprès B.R.B.	240 859,5	427 469,4	77,5
. Autres	-	-	-
. Banques & Etablissements Financiers	164 262,5	199 768,6	21,6
<b>II.2. Capital et réserves</b>	<b>253 692,4</b>	<b>289 608,3</b>	<b>14,2</b>
<b>II.3. Autres ressources</b>	<b>413 636,6</b>	<b>495 189,5</b>	<b>19,7</b>
<b>IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE</b>			
<b>Adéquation des fonds propres</b>			
. Fonds propres de base nets (en MBIF)	286 587,8	335 858,9	17,2
. Fonds propres (en MBIF)	313 337,3	364 790,7	16,4
. Risques pondérés	1 324 634,7	1 346 811,1	1,7
. Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	21,6	24,9	-
. Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	23,7	27,1	-
. Ratio de levier (norme 7%)	11,08	10,30	-
<b>Qualité et concentration des crédits</b>			
. 10 Grand déposants	523 816,5	649 252,4	23,9
. Grands risques	267 853,2	336 299,3	25,6
. Créances à surveiller	54 517,3	61 324,9	12,5
. Créances Non performantes	84 924,1	61 208,4	- 27,9
. Impayés	139 441,4	122 533,3	- 12,1
. Dépréciations	74 150,2	49 419,6	- 33,4
. Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	36,5	32,8	-
. Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*)	39,9	42,1	-
. Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	329,5	387,6	-
. Taux des prêts non performants	9,0	5,7	-
. Taux d'impayés	14,8	11,4	-
. Taux de provisionnement (en %)	87,3	80,7	-
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	28,4	31,4	-
<b>Liquidité</b>			
. Coefficient de liquidité en BIF	217,2	226,1	-
. Coefficient de liquidité en devises	51,8	133,4	-
. Total crédits/total dépôts	62,3	57,9	-
. Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	159,3	101,8	-
. Gros dépôts/Total dépôts	44,6	45,4	-
<b>Rentabilité et performance</b>			
. Résultat avant impôt	75 628,3	126 805,3	67,7
. Résultat net de l'exercice	65 079,6	119 359,3	83,4
. Produit Net Bancaire	211 192,4	256 013,6	21,2
. ROA	2,5	3,7	
. ROE	20,8	32,7	